



Alliance de la Fonction publique du Canada
Public Service Alliance of Canada



Le 14 septembre 2009

Les syndicats du secteur public dénoncent vertement l'intention des Conservateurs de précipiter l'adoption de l'accord de libre-échange avec la Colombie

OTTAWA – Quatre des plus grands syndicats canadiens sont outrés par l'intention du gouvernement Harper de faire adopter à toute vitesse l'accord de libre-échange Canada-Colombie avant une possible élection fédérale.

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, le Syndicat canadien de la fonction publique, l'Alliance de la Fonction publique du Canada et le Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public reprochent au gouvernement de vouloir examiner en priorité le projet de loi C-23, la Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, dès la reprise des travaux le 14 septembre 2009.

Le président de l'AFPC, John Gordon, le président du STTP, Denis Lemelin, le président du SCFP, Paul Moist, et l'ancien vice-président international du SNEGSP, George Heyman faisaient tous partie de la délégation syndicale ayant visité la Colombie en juillet 2008.

« Au cours des huit derniers mois, 27 syndicalistes et plus de 77 membres des communautés indigènes ont été tués en Colombie », a déclaré Moist, qui est à la tête du SCFP, un syndicat comptant 590 000 membres. « Stephen Harper ne doit pas sanctionner ces massacres en ratifiant un accord de libre-échange avec la Colombie ».

Lemelin, qui représente 56 000 travailleuses et travailleurs des postes, abonde dans le même sens. « La présidence de la Colombie a autorisé son Département Administratif de Sécurité (DAS) à espionner et à intimider des défenseurs des droits de la personne, des journalistes, des avocats et même des juges de la Cour suprême enquêtant sur des scandales politiques. Le Canada ne doit pas ratifier d'accord de libre-échange avec un gouvernement qui fait tout en son pouvoir pour empêcher la démocratie. »

« Nous vivons une crise économique, a déclaré Gordon, président de l'AFPC, un syndicat qui compte plus de 166 000 membres. « Le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité à la création d'emplois. Cet accord de libre-échange ne permettra pas de créer d'emplois pour les travailleurs canadiens ni d'améliorer la vie des travailleurs colombiens. En fait, la ratification d'un tel

accord viendrait légitimer le comportement d'un État répressif et menacer davantage la vie des militants colombiens. »

Les présidents des quatre syndicats demandent au premier ministre Stephen Harper de mettre en veilleuse l'accord de libre-échange Canada-Colombie tant qu'une évaluation complète et indépendante de ses répercussions sur les droits de la personne n'aura pas été effectuée.

Les quatre syndicats invitent aussi tous les partis politiques à soutenir les droits de la personne et la démocratie en Colombie et à rejeter le projet de loi C-23. Jusqu'à maintenant, seuls le Nouveau Parti démocratique et le Bloc Québécois ont donné leur appui. Ils attendent toujours la réaction du Parti libéral, mais demandent à Michael Ignatieff de faire passer la vie humaine avant le libre-échange.

Relations avec les médias du SCFP national – : 613-818-0067:

Richard McGrath, agent de communications du STTP -: 613-236-7230, poste 7914

Joselito Calugay, agent de communications de l'AFPC –: 613-560-4235 et 613-293-9324 (cel)